

**Art. 2.** Le ministre flamand qui a la politique budgétaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 septembre 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

La ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement  
et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,  
Z. DEMIR

Le ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,  
M. DIEPENDAELE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204923]

#### 2 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon exécutant le décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters, les articles 1<sup>ers</sup> à 6 et 8 à 10, modifiés par le décret du 10 avril 2024 et les articles 10/1, § 2, 10/4, § 2 insérés par le décret du 10 avril 2024.

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2007 portant application du décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 septembre 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 octobre 2023;

Vu le rapport du 29 août 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 1572 du Conseil Economique, Social et Environnemental de Wallonie, donné le 4 décembre 2023;

Vu l'avis standard n<sup>o</sup> 65/2023 du 24 mars 2023 de l'Autorité de protection des données, auquel l'Autorité renvoie par décision du 19 janvier 2024 dans le dossier CO-A-2023-581 cm;;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 16 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.158/2;

Vu la décision de la section de législation du 17 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le décret du 18 janvier 2007 : le décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters;

2<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions;

3<sup>o</sup> l'administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche;

4<sup>o</sup> le cluster : le cluster, tel que visé à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 18 janvier 2007;

5<sup>o</sup> le comité d'examen : le comité d'examen, tel que visé à l'article 4 du décret du 18 janvier 2007;

6<sup>o</sup> la subvention : la subvention quadriennale, telle que visée à l'article 3 du décret du 18 janvier 2007;

**Art. 2.** En ce qui concerne le calcul des délais prévus par le présent arrêté, le jour de l'acte qui est le point de départ des délais n'est pas compris dans le calcul des délais. Le jour de l'échéance est compté dans les délais. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend par « jour ouvrable » : tout jour à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés légaux.

#### CHAPITRE 2. — La reconnaissance, le renouvellement et le retrait de la reconnaissance

**Art. 3.** Le cluster introduit auprès de l'administration par voie électronique ou à défaut par courrier, une demande de reconnaissance accompagnée d'un dossier qui comprend les éléments suivants :

1<sup>o</sup> une copie des statuts, ou à défaut une copie du projet des statuts, de l'association sans but lucratif;

2<sup>o</sup> l'identification des membres ou des futurs membres du cluster;

3° la détermination des entreprises, d'institutions universitaires, de centres de recherche, des centres de compétences, de centres de formation, de pôles de compétitivité ou d'autres acteurs pouvant s'intégrer dans le domaine d'activité du cluster;

4° le diagnostic du ou des domaines d'activité concernés;

5° le contrat d'objectifs du cluster sur quatre années, accompagné d'un plan financier visé à l'article 9, 2°, couvrant la période, et d'une proposition d'indicateurs de performance qualitatifs et quantitatifs;

6° le programme opérationnel d'activités détaillé relatif au quadriennat, dont le cas échéant, le cadre de collaboration, entre le ou les pôles concernés par le même domaine d'activités et le cluster;

7° les synergies identifiées et la manière dont les actions s'articulent avec d'autres clusters, pôles de compétitivité ou autres acteurs qui contribuent au développement de l'écosystème considéré sur le territoire de la Région wallonne, en particulier en matière d'animation économique et de soutien aux projets innovation.

8° le profil de l'animateur à engager par le cluster.

Le Ministre peut définir les indicateurs de performance visés par l'article 3, alinéa 6 du décret du 18 janvier 2007. Ces indicateurs mesurent :

1° la diversité des activités du cluster en matière de contribution à la stratégie régionale;

2° l'efficacité des activités du cluster en matière de contribution à la stratégie régionale;

3° le soutien à la dynamique économique au sein de l'écosystème;

4° l'incidence sur l'emploi au sein de l'écosystème;

5° le renforcement des capacités des entreprises,

6° les collaborations et les articulations avec d'autres acteurs du paysage économique tels que les acteurs de l'animation économique et les acteurs de l'innovation dont les pôles de compétitivité;

7° le soutien aux projets d'innovation, de sensibilisation et d'information;

8° la structuration de l'écosystème, l'internationalisation et la mise en réseau d'entreprises;

9° l'évolution et l'organisation du cluster.

Dans un délai de dix jours à dater de la réception de la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'administration adresse au cluster, soit un accusé de réception mentionnant que la demande est complète, soit un courriel ou à défaut un courrier l'invitant à compléter la demande.

Dans les quarante-cinq jours de la réception d'une demande complète visée à l'alinéa 4, l'administration transmet un rapport d'analyse au comité d'examen sur la demande de reconnaissance. Le rapport d'analyse s'appuie entre autres sur un avis remis par les pôles de compétitivité remis à l'administration dans un délai de vingt jours suivant l'accusé de réception mentionnant que la demande est complète.

Dans les trente jours de sa saisine, le comité examine le rapport selon les critères visés à l'article 5 du décret du 18 janvier 2007 et rend un avis motivé au Ministre.

Dans un délai de trente jours à dater du lendemain de la réception de l'avis motivé du comité d'examen, le Ministre prend une décision qu'il transmet à l'administration. Celle-ci la notifie au cluster par tout moyen faisant la preuve de l'envoi.

**Art. 4.** Au plus tard quatre mois avant l'expiration de l'arrêté ministériel de reconnaissance, le cluster introduit auprès de l'administration, par voie électronique, ou à défaut par courrier, une demande de renouvellement de reconnaissance qui comprend une actualisation des éléments repris à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>.

Dans un délai de dix jours à dater de la réception de la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'administration adresse au cluster, soit un accusé de réception mentionnant que la demande est complète, soit un courriel ou à défaut un courrier l'invitant à la compléter.

Dans les quarante-cinq jours de la réception d'une demande complète, l'administration transmet un rapport d'analyse au comité d'examen. Le rapport d'analyse s'appuie entre autres sur un avis remis par les pôles de compétitivité remis à l'administration dans un délai de vingt jours suivant l'accusé de réception mentionnant que la demande est complète.

Dans les trente jours de sa saisine, le comité examine le rapport et rend un avis motivé au Ministre.

L'avis du comité sur la demande de renouvellement de reconnaissance est motivé en tenant compte du respect des critères fixés à l'article 5 du décret du 18 janvier 2017 que le Ministre peut préciser.

Dans un délai de trente jours à dater du lendemain de la réception de l'avis motivé du comité d'examen, le Ministre prend une décision qu'il transmet à l'administration. Celle-ci la notifie au cluster par tout moyen faisant la preuve de l'envoi.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Le Ministre peut retirer la reconnaissance accordée à un cluster si celui-ci cesse de répondre aux critères visés par ou en vertu du décret du 18 janvier 2007 ou aux conditions stipulées dans l'arrêté ministériel de subvention.

Préalablement au retrait, le comité d'examen entend le ou les représentants du cluster.

L'audition a lieu après l'envoi d'une convocation mentionnant les points précis à propos desquels le comité souhaite entendre le cluster.

Dans les trente jours suivant l'audition, le comité d'examen remet au Ministre un avis motivé.

Dans les vingt jours de la réception de l'avis du comité d'examen, le Ministre prend une décision qu'il transmet à l'administration. Celle-ci la notifie au cluster par tout moyen faisant la preuve de l'envoi.

En cas de retrait de la reconnaissance, la subvention est réduite à concurrence des mois au cours desquels le cluster n'est plus reconnu et les montants indûment perçus sont récupérés par toutes voies de droit et s'il s'avère que des sommes ont été indûment versées ou que les conditions imposées par le décret du 18 janvier 2007 ou le présent arrêté ne sont pas respectées, l'administration procède au recouvrement de ces sommes conformément à l'article 10/4 du décret du 18 janvier 2007 et elle en informe les membres du Comité d'accompagnement.

§ 2. Le Ministre peut suspendre, selon la procédure prévue au paragraphe 1<sup>er</sup>, la reconnaissance accordée au cluster si l'évaluation visée à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 18 janvier 2007 fait apparaître que le cluster n'atteint pas les objectifs et les indicateurs de performance fixés par le contrat d'objectifs.

En cas de suspension de la reconnaissance, le cluster dispose d'un délai d'un an pour remédier aux manquements et atteindre les objectifs fixés. À l'issue de ce délai, si les manquements sont toujours avérés, le Ministre peut retirer automatiquement la reconnaissance et sa demande de renouvellement de reconnaissance est déclarée irrecevable.

#### CHAPITRE 3. — *Le subventionnement*

**Art. 6.** Le cluster introduit auprès de l'administration par voie électronique, ou à défaut par courrier, une demande de subvention suivant les procédures définies aux articles 3 et 4.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les coûts admissibles à la subvention sont fixés à :

1<sup>o</sup> maximum 720.000 euros par quadriennat pour un cluster, tel que visé à l'article 3, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, du décret du 18 janvier 2007;

2<sup>o</sup> maximum 1.080.000 euros par quadriennat pour un cluster, tel que visé à l'article 3, alinéa 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 18 janvier 2007.

Les coûts admissibles qui servent de base au calcul de la subvention sont les coûts de structure et d'organisation directement liés à la mise en place, au fonctionnement journalier, aux activités et au développement du cluster, à l'exclusion des coûts financés par d'autres programmes de subventions publiques. Le Ministre peut préciser la liste des coûts admissibles.

En fonction des disponibilités budgétaires, le Ministre peut indexer, au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, les plafonds visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> en les multipliant par l'indice santé de janvier de l'année considérée divisés par l'indice santé de janvier 2013.

§ 2. La subvention est versée au cluster selon les modalités suivantes :

1<sup>o</sup> une première tranche de quinze pour cent dès la notification de l'arrêté ministériel;

2<sup>o</sup> sept tranches intermédiaires semestrielles représentant chacune au maximum dix pour cent de la subvention sur présentation de déclarations de créance accompagnées des documents prévus par l'arrêté ministériel;

3<sup>o</sup> le solde de la subvention, sur présentation de déclarations de créance accompagnées des documents prévus par l'arrêté ministériel.

§ 3. À l'issue de chaque quadriennat, un rapport final fait apparaître les résultats atteints pour chacune des missions visées à l'article 2 du décret du 18 janvier 2007 de façon à permettre une appréciation de ceux-ci au terme des quatre années d'octroi de la subvention ainsi que des conditions de pérennité du cluster.

**Art. 8.** Le cluster qui souhaite obtenir le paiement d'une tranche de la subvention introduit une demande auprès de l'administration. Cette demande fait l'objet d'un accusé de réception, envoyé au cluster dans les quinze ouvrables et mentionnant la date de réception ainsi que le nom de l'agent chargé de l'instruction du dossier.

**Art. 9.** Dans les trois mois qui suivent le terme de chaque annuité de la subvention, le cluster transmet à l'administration un rapport qui contient, au minimum :

1<sup>o</sup> le bilan annuel des activités du cluster;

2<sup>o</sup> le tableau de bord chiffré reprenant les indicateurs de performance des activités;

3<sup>o</sup> les activités planifiées pour l'année en cours;

4<sup>o</sup> l'actualisation des éléments repris dans la demande de reconnaissance;

5<sup>o</sup> les perspectives de développement du cluster à moyen et à long terme;

6<sup>o</sup> le cas échéant, les attestations de ses membres confirmant le respect de la législation européenne en matière d'octroi d'une aide de minimis.

#### CHAPITRE 4. — *Les comités Section 1<sup>ière</sup>. Le comité d'examen*

**Art. 10.** Le Ministre désigne et nomme :

1<sup>o</sup> le président du comité d'examen et son suppléant;

2<sup>o</sup> deux représentants de l'administration et leurs suppléants;

3<sup>o</sup> deux experts et deux suppléants mandatés par le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie;

4<sup>o</sup> deux experts et deux suppléants mandatés par les pôles de compétitivité;

5<sup>o</sup> deux experts indépendants extérieurs et leurs suppléants.

Le comité fixe son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre. Ce règlement d'ordre intérieur règle uniquement les aspects accessoires du fonctionnement du comité d'examen.

#### Section 2. — *Le comité d'accompagnement*

**Art. 11.** Un comité d'accompagnement est institué et se compose au minimum :

1<sup>o</sup> d'un représentant du Ministre;

2° de deux représentants de l'administration;

3° d'un représentant du cluster.

Le comité d'accompagnement peut être élargi à d'autres services du Gouvernement wallon qui sont concernés par le ou les domaines d'activité du cluster et il peut systématiquement faire appel à un expert sectoriel extérieur et indépendant.

Ses missions consistent à :

1° vérifier au moins une fois par an l'adéquation de l'activité du cluster ainsi que le suivi budgétaire de la subvention suivant les prescrits du décret du 18 janvier 2007 et du présent arrêté;

2° formuler ses observations au comité d'examen dans le cadre de la procédure de demande de renouvellement ou de retrait de reconnaissance.

La vérification visée à l'alinéa 3, 1° est basée sur un rapport dont le modèle est transmis par l'administration.

#### CHAPITRE 5. — *Evaluation*

**Art. 12.** L'évaluation visée à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 18 janvier 2007 est réalisée par le comité d'examen et porte uniquement sur la poursuite des objectifs et l'atteinte des indicateurs de performance fixés par le contrat d'objectifs.

L'évaluation visée à l'article 8, alinéa 2, du décret du 18 janvier 2007 est réalisée par un organisme extérieur aux services du Gouvernement wallon.

L'évaluation porte, principalement, sur les points suivants :

1° l'évolution de la représentativité des membres du cluster en regard du domaine d'activités correspondant à l'échelle du territoire de la Région wallonne;

2° l'adéquation de la stratégie poursuivie par le cluster en regard du contexte concurrentiel et technologique caractérisant son domaine d'activités;

3° l'analyse de la dynamique interne et externe du cluster, au travers d'éléments tels que le mode de gouvernance, le niveau d'implication des membres, les méthodes d'animation et l'exploitation d'outils visant l'échange d'informations, la collaboration et le partage des connaissances avec d'autres acteurs de son environnement économique;

4° l'analyse des réalisations et résultats du cluster en regard des missions définies par l'article 2 du décret du 18 janvier 2007 et du contrat d'objectifs mis en place par ce dernier, avec une attention particulière aux synergies et projets de partenariats initiés ou réalisés ainsi que l'atteinte des indicateurs de performance;

5° la mise en évidence des perspectives de pérennité du cluster, en ce compris sur base de sa capacité d'autofinancement.

6° le cas échéant, toute analyse complémentaire en fonction du domaine d'activités, en ce compris les interactions avec d'autres opérateurs actifs dans le domaine d'activités.

#### CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

**Art. 13.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2007 portant application du décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des clusters est abrogé.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

**Art. 15.** Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/204923]

#### 2. MAI 2024 — **Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster, der Artikel 1 bis 6 und 8 bis 10, abgeändert durch das Dekret vom 10. April 2024, und der Artikel 10/1 § 2 und 10/4 § 2, eingefügt durch das Dekret vom 10. April 2024;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2007 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster;

Aufgrund der am 21. September 2023 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 25. Oktober 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 29. August 2023;

Aufgrund des am 4. Dezember 2023 abgegebenen Gutachtens Nr. 1572 des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie;

Aufgrund der Standardstellungnahme Nr. 65/2023 der Datenschutzbehörde vom 24. März 2023, auf die die Behörde mit Beschluss vom 19. Januar 2024 in der Akte CO-A-2023-581 cm verweist;

Aufgrund des an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der Antrag auf ein Gutachten am 16. April 2024 unter der Nummer 76.158/2 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 17. April 2024, gemäß Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat kein Gutachten innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 18. Januar 2007: das Dekret vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

4° Cluster: der in Artikel 1 des Dekrets vom 18. Januar 2007 genannte Cluster;

5° Prüfungsausschuss: der in Artikel 4 des Dekrets vom 18. Januar 2007 genannte Prüfungsausschuss;

6° Zuschuss: der in Artikel 3 des Dekrets vom 18. Januar 2007 genannte vierjährige Zuschuss;

**Art. 2** - Was die Berechnung der in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Fristen betrifft, ist der Tag der Handlung, der Ausgangspunkt einer Frist ist, in der Frist nicht einbegriffen. Der Tag, an dem die Frist abläuft, wird in der Frist mitgerechnet. Ist dieser Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag, wird der Ablauftag auf den nächstfolgenden Werktag verschoben.

Für die Anwendung von Absatz 1 ist unter "Werktag" jeder Tag außer samstags, sonntags und den gesetzlichen Feiertagen zu verstehen.

#### KAPITEL 2 — *Die Anerkennung, die Erneuerung und der Entzug der Anerkennung*

**Art. 3** - Der Cluster reicht bei der Verwaltung auf elektronischem Weg oder andernfalls per Post einen Antrag auf Anerkennung ein, dem eine die folgenden Elemente umfassende Akte beigefügt wird:

1° eine Kopie der Satzung oder, falls nicht vorhanden, eine Kopie des Entwurfs der Satzung der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht;

2° die Identifizierung der Mitglieder oder zukünftigen Mitglieder des Clusters;

3° die Bestimmung der Unternehmen, universitären Einrichtungen, Forschungszentren, Kompetenzzentren, Ausbildungszentren, Wettbewerbspole oder anderen Akteuren, die sich in den Tätigkeitsbereich des Clusters einfügen können;

4° die Diagnose des betroffenen Tätigkeitsbereichs bzw. der betroffenen Tätigkeitsbereiche;

5° der Zielsetzungsvertrag des Clusters über vier Jahre, zusammen mit einem Finanzplan gemäß Artikel 9 Ziffer 2, der den Zeitraum abdeckt, und einem Vorschlag für qualitative und quantitative Leistungsindikatoren;

6° das detaillierte operative Tätigkeitsprogramm für den Vierjahreszeitraum, einschließlich gegebenenfalls des Rahmens für die Zusammenarbeit zwischen dem/den Pol(en), der/die im selben Tätigkeitsbereich tätig ist/sind, und dem Cluster;

7° die identifizierten Synergien und die Art und Weise, in der die Aktionen mit anderen Clustern, Wettbewerbspolen oder anderen Akteuren verknüpft sind, die zur Entwicklung des betrachteten Ökosystems auf dem Gebiet der wallonischen Region beitragen, insbesondere im Bereich der wirtschaftlichen Animation und der Unterstützung von Innovationsprojekten.

8° das Profil des durch den Cluster einzustellenden Animators;

Der Minister kann die in Artikel 3 Absatz 6 des Dekrets vom 18. Januar 2007 genannten Leistungsindikatoren festlegen. Diese Indikatoren messen:

1° die Vielfalt der Aktivitäten des Clusters in Bezug auf ihren Beitrag zur regionalen Strategie;

2° die Wirksamkeit der Aktivitäten des Clusters in Bezug auf ihren Beitrag zur regionalen Strategie;

3° die Unterstützung der wirtschaftlichen Dynamik innerhalb des Ökosystems;

4° die Auswirkungen auf die Beschäftigung innerhalb des Ökosystems;

5° den Aufbau von Unternehmenskapazitäten,

6° die Zusammenarbeit und die Verbindungen mit anderen Akteuren der Wirtschaft wie den Akteuren der Wirtschaftsförderung und den Akteuren der Innovation, darunter die Wettbewerbspole;

- 7° die Unterstützung von Innovations-, Sensibilisierungs- und Informationsprojekten;
- 8° die Strukturierung des Ökosystems, die Internationalisierung und die Vernetzung von Unternehmen;
- 9° die Entwicklung und Organisation des Clusters.

Innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Eingang des in Absatz 1 erwähnten Antrags schickt die Verwaltung dem Cluster entweder eine Empfangsbestätigung, in der bestätigt wird, dass der Antrag vollständig ist, oder eine E-Mail oder andernfalls einen Brief, durch den er aufgefordert wird, den Antrag zu vervollständigen.

Innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach Eingang eines vollständigen Antrags gemäß Absatz 4 übermittelt die Verwaltung dem Prüfungsausschuss einen Analysebericht über den Antrag auf Anerkennung. Der Analysebericht stützt sich unter anderem auf eine von den Wettbewerbspolen abgegebene Stellungnahme, die innerhalb von zwanzig Tagen nach der Empfangsbestätigung, in der die Vollständigkeit des Antrags erwähnt wird, bei der Verwaltung eingereicht wird.

Innerhalb von dreißig Tagen nach dessen Befassung untersucht der Ausschuss den Bericht gemäß den in Artikel 5 des Dekrets vom 18. Januar 2007 erwähnten Kriterien und gibt dem Minister eine begründete Stellungnahme ab.

Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem auf den Tag des Eingangs des begründeten Gutachtens des Prüfungsausschusses folgenden Tag fasst der Minister einen Beschluss, den er der Verwaltung übermittelt. Diese übermittelt ihn dem Cluster durch jedes Mittel, das als Beweis für die Absendung gilt.

**Art. 4** - Spätestens vier Monate vor dem Ablauf des Ministeriellen Erlasses zur Anerkennung reicht der Cluster bei der Verwaltung auf elektronischem Wege oder andernfalls per Post einen Antrag auf Verlängerung der Anerkennung ein, der eine Aktualisierung der in Artikel 3 Absatz 1 genannten Elemente enthält.

Innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Eingang des in Absatz 1 erwähnten Antrags übermittelt die Verwaltung dem Cluster entweder eine Empfangsbestätigung, in der bestätigt wird, dass der Antrag vollständig ist, oder eine E-Mail oder andernfalls einen Brief, durch den er aufgefordert wird, ihn zu vervollständigen.

Innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang eines vollständigen Antrags übermittelt die Verwaltung dem Prüfungsausschuss einen Analysebericht. Der Analysebericht stützt sich unter anderem auf eine von den Wettbewerbspolen abgegebene Stellungnahme, die innerhalb von zwanzig Tagen nach der Empfangsbestätigung, in der die Vollständigkeit des Antrags erwähnt wird, bei der Verwaltung eingereicht wird.

Innerhalb von dreißig Tagen nach dessen Befassung untersucht der Ausschuss den Bericht und gibt dem Minister eine begründete Stellungnahme ab.

Die Stellungnahme des Ausschusses über den Antrag auf Erneuerung der Anerkennung wird unter Berücksichtigung der Einhaltung der in Artikel 5 des Dekrets vom 18. Januar 2017 festgesetzten Kriterien, die der Minister bestimmen kann, begründet.

Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem auf den Tag des Eingangs der begründeten Stellungnahme des Prüfungsausschusses folgenden Tag fasst der Minister einen Beschluss, den er der Verwaltung übermittelt. Diese übermittelt ihn dem Cluster durch jedes Mittel, das als Beweis für die Absendung gilt.

**Art. 5** - § 1. Der Minister kann die einem Cluster gewährte Anerkennung entziehen, wenn er den in dem Dekret vom 18. Januar 2007 bzw. aufgrund dieses Dekrets angeführten Kriterien oder den im Ministeriellen Erlass zur Bezuschussung vorgeschriebenen Bedingungen nicht mehr genügt.

Vor dem Entzug hört der Prüfungsausschuss den oder die Vertreter des Clusters an.

Die Anhörung findet nach dem Versand einer Vorladung statt, in der die genauen Punkte erwähnt werden, über welche der Ausschuss den Cluster anhören möchte.

Innerhalb von dreißig Tagen nach der Anhörung gibt der Prüfungsausschuss dem Minister eine begründete Stellungnahme ab.

Innerhalb von zwanzig Tagen ab Zustellung der Stellungnahme des Prüfungsausschusses fasst der Minister einen Beschluss, den er der Verwaltung übermittelt. Diese übermittelt ihn dem Cluster durch jedes Mittel, das als Beweis für die Absendung gilt.

Bei Entzug der Anerkennung wird der Zuschuss um die Monate gekürzt, in denen der Cluster nicht mehr anerkannt wird, und die unrechtmäßig gezahlten Beträge werden mit allen rechtlichen Mitteln eingezogen. Stellt sich heraus, dass Beträge unrechtmäßig gezahlt wurden oder dass die durch das Dekret vom 18. Januar 2007 oder den vorliegenden Erlass auferlegten Bedingungen nicht eingehalten wurden, zieht die Verwaltung diese Beträge gemäß Artikel 10/4 des Dekrets vom 18. Januar 2007 ein und informiert die Mitglieder des Begleitausschusses darüber.

§ 2. Der Minister kann nach dem in Paragraph 1 vorgesehenen Verfahren die dem Cluster gewährte Anerkennung aussetzen, wenn die in Artikel 8 Absatz 1 des Dekrets vom 18. Januar 2007 erwähnte Bewertung ergibt, dass der Cluster die in dem Zielsetzungsvertrag festgelegten Ziele und Leistungsindikatoren nicht erreicht.

Wird die Anerkennung ausgesetzt, hat der Cluster ein Jahr Zeit, um die Mängel zu beheben und die gesetzten Ziele zu erreichen. Nach Ablauf dieser Frist kann der Minister, wenn die Verstöße weiterhin nachgewiesen sind, die Anerkennung automatisch zurückziehen und sein Antrag auf Erneuerung der Anerkennung wird für unzulässig erklärt.

### KAPITEL 3 — Die Bezuschussung

**Art. 6** - Der Cluster reicht bei der Verwaltung auf elektronischem Weg oder andernfalls per Post einen Antrag auf Bezuschussung gemäß den in den Artikeln 3 und 4 festgelegten Verfahren ein.

**Art. 7** - § 1. Die zuschussfähigen Kosten belaufen sich auf:

1° maximal 720.000 Euro pro Vierjahreszeitraum für einen Cluster, wie in Artikel 3 Absatz 3 Ziffer 1 des Dekrets vom 18. Januar 2007 erwähnt;

2° maximal 1.080.000 Euro pro Vierjahreszeitraum für einen Cluster, wie in Artikel 3 Absatz 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 18. Januar 2007 erwähnt;

Die zulässigen Kosten, die der Berechnung des Zuschusses als Grundlage dienen, sind die Struktur- und Organisationskosten, die unmittelbar mit der Einführung, der täglichen Arbeit und der Entwicklung des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters verbunden sind, unter Ausschluss der Kosten, die über andere öffentliche (regionale, nationale oder gemeinschaftliche) Förderprogramme finanziert werden. Der Minister kann die Liste der zulässigen Kosten näher bestimmen.

Auf der Grundlage der verfügbaren Haushaltsmittel ist der Minister befugt, am 1. Januar jedes Jahres die in Absatz 1 festgelegten Obergrenzen zu indexieren, indem er diese Beträge mit dem Gesundheitsindex des Monats Januar des betreffenden Jahres multipliziert und durch den Gesundheitsindex des Monats Januar 2013 teilt.

§ 2. Der Zuschuss wird dem Cluster wie folgt ausgezahlt;

- 1° eine erste Tranche von fünfzehn Prozent ab der Zustellung des Ministeriellen Erlasses;
- 2° sieben halbjährliche Zwischentranchen von jeweils höchstens zehn Prozent des Zuschusses nach Vorlage von Forderungsanmeldungen, denen die im Ministeriellen Erlass vorgesehenen Dokumente beigelegt sind;
- 3° den Restbetrag des Zuschusses nach Vorlage von Forderungsanmeldungen, denen die im Ministeriellen Erlass vorgesehenen Dokumente beigelegt sind.

§ 3. Am Ende jedes Vierjahreszeitraums werden die für jeden der in Artikel 2 des Dekrets vom 18. Januar 2007 erwähnten Aufgaben erreichten Ergebnisse in einem Schlussbericht aufgeführt, um eine Bewertung dieser Ergebnisse nach Ablauf der vier Jahre, in denen der Zuschuss gewährt wurde, sowie der Bedingungen für den Fortbestand des Clusters zu ermöglichen.

**Art. 8** - Der Cluster, der die Zahlung einer Tranche des Zuschusses erhalten möchte, stellt einen Antrag bei der Verwaltung. Dieser Antrag ist Gegenstand einer Empfangsbestätigung, die dem Cluster innerhalb von fünfzehn Werktagen zugesandt wird und das Datum des Eingangs sowie den Namen des mit der Prüfung der Akte beauftragten Bediensteten enthält.

**Art. 9** - Innerhalb von drei Monaten nach Ablauf jeder Jahresrate des Zuschusses übermittelt der Cluster der Verwaltung einen Bericht, der mindestens Folgendes enthält:

- 1° die jährliche Bilanz der Aktivitäten des Clusters;
- 2° die mit Zahlen belegte Übersichtstabelle mit den Leistungsindikatoren der Aktivitäten;
- 3° die für das laufende Jahr geplanten Tätigkeiten;
- 4° die Aktualisierung der in dem Antrag auf Anerkennung angeführten Elemente;
- 5° die mittelfristige und langfristige Entwicklungsperspektiven des Clusters;
- 6° gegebenenfalls die Bescheinigungen seiner Mitglieder, die die Einhaltung der europäischen Rechtsvorschriften für die Gewährung von De-minimis-Beihilfen bestätigen.

#### KAPITEL 4 — Ausschüsse Abschnitt 1 - Der Prüfungsausschuss

**Art. 10** - Der Minister bestimmt und ernennt:

- 1° den Vorsitzenden des Prüfungsausschusses und seinen Stellvertreter;
- 2° zwei Vertreter der Verwaltung und ihre Stellvertreter;
- 3° zwei Sachverständige und zwei Stellvertreter, die vom Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonischen Region beauftragt werden;
- 4° zwei Sachverständige und zwei Stellvertreter, die von den Wettbewerbspolen beauftragt werden;
- 5° zwei außenstehende unabhängige Sachverständige und ihre Stellvertreter.

Der Ausschuss bestimmt seine innere Dienstordnung, die der Zustimmung des Ministers unterbreitet wird. Diese Dienstordnung regelt nur die nebensächlichen Aspekte der Arbeitsweise des Prüfungsausschusses.

#### Abschnitt 2 — Der Begleitausschuss

**Art. 11** - Es wird ein Begleitausschuss eingesetzt, der wenigstens folgende Personen umfasst:

- 1° einen Vertreter des Ministers;
- 2° zwei Vertreter der Verwaltung;
- 3° einen Vertreter des Clusters.

Der Begleitausschuss kann auf andere Dienststellen der Wallonischen Regierung erweitert werden, die durch den bzw. die Tätigkeitsbereich(e) des Clusters betroffen sind, und kann systematisch einen außenstehenden und unabhängigen Sachverständigen des Bereichs heranziehen.

Seine Aufgaben bestehen darin,

- 1° mindestens einmal jährlich die Angemessenheit der Aktivitäten des Clusters sowie die für den Zuschuss bereitgestellten Haushaltsmittel gemäß den Vorgaben des Dekrets vom 18. Januar 2007 und des vorliegenden Erlasses zu überprüfen;
- 2° seine Bemerkungen an den Prüfungsausschuss im Rahmen des Verfahrens zur Beantragung der Erneuerung oder des Entzugs der Anerkennung formulieren.

Die in Absatz 3 Ziffer 1 genannte Überprüfung basiert auf einem Bericht, dessen Muster von der Verwaltung übermittelt wird.

#### KAPITEL 5 — Bewertung

**Art. 12** - Die in Artikel 8 Absatz 1 des Dekrets vom 18. Januar 2007 genannte Bewertung wird vom Prüfungsausschuss vorgenommen und bezieht sich ausschließlich auf die Verfolgung der Ziele und das Erreichen der Leistungsindikatoren, die in dem Zielsetzungsvertrag festgelegt sind.

Die in Artikel 8 Absatz 2 des Dekrets vom 18. Januar 2007 erwähnte Bewertung wird durch eine Einrichtung durchgeführt, die den Dienststellen der Wallonischen Regierung nicht angehört.

Die Bewertung betrifft hauptsächlich folgende Punkte:

- 1° die Entwicklung der Repräsentativität der Mitglieder des Clusters im Hinblick auf den entsprechenden Tätigkeitsbereich auf Ebene des Hoheitsgebiets der wallonischen Region;
- 2° die Anpassung der durch den Cluster im Hinblick auf das für dessen Tätigkeitsbereich kennzeichnende konkurrenzfähige und technologische Umfeld verfolgten Strategie;

3° die der internen und externen Dynamik des Clusters anhand van Elementen wie der Art der Führung, dem Grad der Einbindung der Mitglieder, den Methoden der Animation und der Nutzung von Instrumenten, die auf den Austausch von Informationen, die Zusammenarbeit und den Wissensaustausch mit anderen Akteuren in seinem wirtschaftlichen Umfeld abzielen;

4° die Analyse der Leistungen und Ergebnisse des Clusters im Hinblick auf die in Artikel 2 des Dekrets vom 18. Januar 2007 definierten Aufgaben und den von diesem eingerichteten Zielsetzungsvertrag, unter besonderer Berücksichtigung von Synergien und initiierten oder durchgeführten Partnerschaftsprojekten sowie der Erreichung der Leistungsindikatoren;

5° die Hervorhebung der Aussichten für den Fortbestand des Clusters, auch auf der Grundlage seines Selbstfinanzierungsvermögens.

6° gegebenenfalls jede zusätzliche Analyse je nach Tätigkeitsbereich, einschließlich der Interaktionen mit anderen in diesem Tätigkeitsbereich tätigen Betreibern.

#### KAPITEL 6 — *Schlussbestimmungen*

**Art. 13** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2007 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster wird aufgehoben.

**Art. 14** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2024 in Kraft.

**Art. 15** - Der Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Mai 2024

Für die Regierung,  
Der Ministerpräsident,  
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,  
W. BORSUS

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/204923]

### 2 MEI 2024. — **Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters, inzonderheid op de artikelen 1 tot en met 6 en 8 tot en met 10, gewijzigd bij het decreet van 10 april 2024, en de artikelen 10/1, § 2, 10/4, § 2 ingevoegd bij het decreet van 10 april 2024;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2007 tot uitvoering van het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 september 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 oktober 2023;

Gelet op het rapport van 29 augustus 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 1572 van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 4 december 2023;

Gelet op standaardadvies nr. 65/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 24 maart 2023, waarnaar de Autoriteit verwijst bij besluit van 19 januari 2024 in het dossier CO-A-2023-581 cm;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 16 april 2024 op de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76.158/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 17 april 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Algemeen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet van 18 januari 2007: het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters;

2° Minister: de Minister van Economie;

3° Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

4° cluster: de cluster zoals bedoeld in artikel 1, van het decreet van 18 januari 2007;

5° onderzoekscomité: het onderzoekscomité zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet van 18 januari 2007;

6° subsidie: de vierjarige subsidie zoals bedoeld in artikel 3 van het decreet van 18 januari 2007



**Art. 2.** Voor de berekening van de in dit besluit vastgestelde termijnen wordt de dag van de akte waarop de termijnen ingaan, niet meegerekend. De vervaldag wordt meegerekend in de termijn. Indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervaldag uitgesteld tot de eerstkomende werkdag.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt onder "werkdag" verstaan iedere dag met uitzondering van zaterdagen, zondagen en feestdagen.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenning, vernieuwing en intrekking van erkenning*

**Art. 3.** De cluster dient bij de administratie via elektronische weg of, bij gebrek daaraan, via de post, een aanvraag tot erkenning in, samen met een dossier dat volgende gegevens bevat:

1° een afschrift van de statuten, of bij gebreke daarvan een afschrift van de ontwerpstatuten, van de vereniging zonder winstoogmerk;

2° de identificatie van de leden of toekomstige leden van de cluster;

3° de identificatie van bedrijven, universitaire instellingen, onderzoekscentra, competentiecentra, opleidingscentra, concurrentiepolen of andere actoren die betrokken kunnen zijn bij het activiteitengebied van de cluster;

4° de diagnose van het (de) betrokken activiteitengebied(en);

5° het vierjarig doelstellingencontract van de cluster, vergezeld van een financieel plan, vermeld in artikel 9, 2°, dat de periode bestrijkt, en een voorstel voor kwalitatieve en kwantitatieve prestatie-indicatoren;

6° het gedetailleerde operationele activiteitenprogramma voor de periode van vier jaar, inclusief, in voorkomend geval, het kader voor samenwerking tussen de pool(polen) betrokken bij hetzelfde activiteitengebied en de cluster;

7° de geïdentificeerde synergiën en de manier waarop de acties gekoppeld zijn aan andere clusters, concurrentiepolen of andere actoren die bijdragen tot de ontwikkeling van het beschouwde ecosysteem op het grondgebied van het Waalse Gewest, met name op het gebied van economische dynamisering en ondersteuning van innovatieprojecten.

8° het profiel van de animator die in dienst genomen moet worden door de cluster.

De Minister kan de prestatie-indicatoren bedoeld in artikel 3, zesde lid, van het decreet van 18 januari 2007 vaststellen. Deze indicatoren meten:

1° de diversiteit van de activiteiten van de cluster in termen van zijn bijdrage tot de regionale strategie;

2° de doeltreffendheid van de activiteiten van de cluster in termen van zijn bijdrage tot de regionale strategie;

3° het ondersteunen van de economische dynamiek binnen het ecosysteem;

4° de impact op de werkgelegenheid binnen het ecosysteem;

5° de capaciteitsversterking van de ondernemingen;

6° de samenwerking en banden met andere actoren in het economische landschap, zoals actoren op het vlak van economische ontwikkeling en innovatie, met inbegrip van concurrentiepolen;

7° de steun aan innovatie-, sensibiliserings- en informatieprojecten;

8° de structurering van het ecosysteem, internationalisering en netwerking van bedrijven;

9° de ontwikkeling en de organisatie van de cluster.

Binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van de aanvraag bedoeld in lid 1 stuurt de administratie de cluster ofwel een ontvangstbevestiging waarin staat dat de aanvraag volledig is, ofwel een e-mail of brief waarin de cluster wordt uitgenodigd de aanvraag aan te vullen.

Binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van een volledige aanvraag als bedoeld in lid 4 stuurt de administratie het onderzoekscomité een analyseverslag over de erkenningsaanvraag. Het analyseverslag is onder andere gebaseerd op een advies dat de concurrentiepolen binnen twintig dagen na de ontvangstbevestiging bij de administratie indienen en waarin staat dat de aanvraag volledig is.

Binnen dertig dagen na de doorverwijzing onderzoekt het comité het verslag volgens de criteria bedoeld in artikel 5 van het decreet van 18 januari 2007 en brengt het een gemotiveerd advies uit aan de Minister.

Binnen een termijn van dertig dagen na de dag na de ontvangst van het gemotiveerde advies van het onderzoekscomité neemt de Minister een beslissing die hij aan de administratie overmaakt. De administratie geeft er kennis van aan de cluster bij elk middel waaruit de zending blijkt.

**Art. 4.** Uiterlijk vier maanden voor het verstrijken van het ministerieel erkenningsbesluit dient de cluster langs elektronische weg, of in voorkomend geval per post, bij de administratie een aanvraag tot verlenging van de erkenning in, met een actualisering van de elementen, bedoeld in artikel 3, eerste lid.

Binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van de aanvraag bedoeld in lid 1 stuurt de administratie de cluster ofwel een ontvangstbevestiging waarin staat dat de aanvraag volledig is, ofwel een e-mail of brief waarin de cluster wordt uitgenodigd de aanvraag aan te vullen.

Binnen vijfenveertig dagen na de ontvangst van een volledige aanvraag maakt de administratie een analyseverslag over aan het onderzoekscomité. Het analyseverslag is onder andere gebaseerd op een advies dat de concurrentiepolen binnen twintig dagen na de ontvangstbevestiging bij de administratie indienen en waarin staat dat de aanvraag volledig is.

Binnen honderd dagen na de doorverwijzing onderzoekt het comité het verslag en brengt het een gemotiveerd advies uit aan de Minister.

Het advies van het comité over de aanvraag tot verlenging van de erkenning wordt gemotiveerd rekening houdend met de naleving van de criteria bepaald in artikel 5 van het decreet van 18 januari 2017 die nader bepaald kunnen worden door de Minister.

Binnen een termijn van dertig dagen na de dag na de ontvangst van het gemotiveerde advies van het onderzoekscomité neemt de Minister een beslissing die hij aan de administratie overmaakt. De administratie geeft er kennis van aan de cluster bij elk middel waaruit de zending blijkt.

**Art. 5. § 1.** De Minister kan de erkenning van een cluster intrekken als die ophoudt te voldoen aan de criteria bedoeld bij of krachtens het decreet van 18 januari 2007 of aan de voorwaarden verwoord in het ministerieel subsidiëringsbesluit.

Voorafgaand aan de intrekking hoort het onderzoekscomité de vertegenwoordiger(s) van de cluster.

De hoorzitting vindt plaats na het versturen van de oproeping met vermelding van de precieze punten waarover het comité de cluster wenst te horen.

Binnen dertig dagen na de hoorzitting brengt het onderzoekscomité een gemotiveerd advies uit aan de Minister.

Binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van het advies van het onderzoekscomité neemt de Minister een beslissing die hij aan de administratie overmaakt. De administratie geeft er kennis van aan de cluster bij elk middel waaruit de zending blijkt.

Indien de erkenning wordt ingetrokken, zal de subsidie worden verminderd voor de maanden waarin de cluster niet langer erkend is en zullen ten onrechte ontvangen bedragen met alle wettelijke middelen worden teruggevorderd. Indien wordt vastgesteld dat bedragen ten onrechte zijn betaald of dat de voorwaarden opgelegd door het decreet van 18 januari 2007 of dit besluit niet zijn nageleefd, zal de administratie deze bedragen terugvorderen overeenkomstig artikel 10/4 van het decreet van 18 januari 2007 en de leden van het begeleidingscomité hiervan op de hoogte brengen.

§ 2. De Minister kan volgens de procedure bedoeld in paragraaf 1 de aan de cluster verleende erkenning schorsen indien uit de evaluatie, bedoeld in artikel 8, eerste lid, van het decreet van 18 januari 2007, blijkt dat de cluster de doelstellingen en prestatie-indicatoren, bepaald in het doelstellingencontract, niet bereikt.

Als de erkenning wordt opgeschort, beschikt de cluster over één jaar om de tekortkomingen te verhelpen en de gestelde doelen te bereiken. Na afloop van deze termijn kan de Minister, indien de tekortkomingen voortduren, de erkenning ambtshalve intrekken en wordt de aanvraag tot verlenging van de erkenning niet-ontvankelijk verklaard.

### HOOFDSTUK 3. — *Subsidiëring*

**Art. 6.** De cluster dient via elektronische weg of, in voorkomend geval, via de post, een aanvraag tot erkenning bij de administratie in, in overeenstemming met de procedures die zijn bepaald in de artikelen 3 en 4.

**Art. 7.** § 1. De kosten die in aanmerking komen voor subsidie zijn vastgesteld op:

1° maximum 720.000 euro per periode van vier jaar voor een cluster, zoals bedoeld in artikel 3, derde lid, 1°, van het decreet van 18 januari 2007;

2° maximum 1.080.000 euro per periode van vier jaar voor een cluster, zoals bedoeld in artikel 3, derde lid, 2°, van het decreet van 18 januari 2007.

De in aanmerking komende kosten die gebruikt worden als basis voor de berekening van de subsidie zijn de structurele en organisatorische kosten die rechtstreeks verband houden met de oprichting, dagelijkse werking, activiteiten en ontwikkeling van de cluster, exclusief kosten die gefinancierd worden door andere openbare subsidieprogramma's. De Minister kan de lijst van de in aanmerking komende kosten specificeren.

Afhankelijk van de beschikbare begrotingsmiddelen kan de Minister de in lid 1 bedoelde plafonds op 1 januari van elk jaar indexeren door ze te vermenigvuldigen met het gezondheidsindexcijfer voor januari van het betrokken jaar, gedeeld door het gezondheidsindexcijfer voor januari 2013.

§ 2. De subsidie wordt aan de cluster gestort volgens de volgende modaliteiten:

1° een eerste schijf van vijftien procent zodra kennis is gegeven van het ministerieel besluit;

2° zeven halfjaarlijkse tussentijdse schijven, elk ten belope van maximaal tien procent van de subsidie, tegen overlegging van verklaringen van schuldverklaring vergezeld van de in het ministerieel besluit gespecificeerde documenten;

3° het saldo van de subsidie, tegen overlegging van verklaringen van schuldverklaring die vergezeld gaan van de in het ministerieel besluit genoemde documenten.

§ 3. Aan het einde van elke periode van vier jaar wordt een eindverslag opgesteld met de bereikte resultaten voor elk van de opdrachten bedoeld in artikel 2 van het decreet van 18 januari 2007, zodat de resultaten aan het einde van de vier subsidie jaren en de voorwaarden voor de continuïteit van de cluster kunnen worden geëvalueerd.

**Art. 8.** De cluster die de betaling van een schijf van de subsidie wil ontvangen, moet een aanvraag indienen bij de administratie. Binnen vijftien werkdagen wordt een ontvangstbevestiging van deze aanvraag naar de cluster gestuurd, met vermelding van de datum van ontvangst en de naam van het personeelslid dat verantwoordelijk is voor het onderzoeken van het dossier.

**Art. 9.** Binnen drie maanden na afloop van elke jaarlijkse subsidiëtranche stuurt de cluster de administratie een verslag met daarin ten minste:

1° het jaaroverzicht van de activiteiten van de cluster;

2° het cijferdashboard met de prestatie-indicatoren voor de activiteiten;

3° de geplande acties voor het lopende jaar;

4° de bijwerking van de gegevens vermeld in de aanvraag tot erkenning;

5° de ontwikkelingsperspectieven van de cluster op middellange en lange termijn

6° in voorkomend geval, attesten van zijn leden die bevestigen dat zij de Europese wetgeving inzake de-minimissteun naleven.

### HOOFDSTUK 4. — *De Comité's Onderafdeling 1. Het onderzoekscomité*

**Art. 10.** De Minister wijst de volgende personen aan en benoemt ze:

1° de voorzitter van het onderzoekscomité en zijn plaatsvervanger;

2° twee vertegenwoordigers van de administratie en hun plaatsvervangers;

3° twee deskundigen en twee plaatsvervangers, gemachtigd door de "Conseil économique, social et environnemental de la Région Wallonne";

4° twee deskundigen en twee plaatsvervangers aangewezen door de concurrentiepolen;

5° twee onafhankelijke externe deskundigen en twee plaatsvervangers.

Het comité bepaalt zijn huishoudelijk reglement, dat ter goedkeuring aan de Minister wordt voorgelegd. Dat huishoudelijk reglement regelt enkel de bijkomende aspecten van de werking van het onderzoekscomité.

## Afdeling 2. — Het begeleidingscomité

**Art. 11.** En wordt een begeleidingscomité opgericht dat bestaat uit minstens:

- 1° een vertegenwoordiger van de Minister;
- 2° twee vertegenwoordigers van de administratie;
- 3° een vertegenwoordiger van de cluster.

Het begeleidingscomité kan uitgebreid worden naar andere diensten van de Waalse Regering betrokken bij het (de) activiteitengebied(en) van de cluster en kan systematisch een beroep doen op een externe, onafhankelijke sectordeskundige.

Zijn opdrachten bestaan erin:

- 1° ten minste eenmaal per jaar nagaan of de activiteiten van de cluster adequaat zijn en het subsidiebudget opvolgen in overeenstemming met de vereisten van het decreet van 18 januari 2007 en dit besluit;
- 2° zijn opmerkingen voor te leggen aan het onderzoekscomité in het kader van de aanvraag tot hernieuwing of intrekking van de erkenning.

De verificatie bedoeld in lid 3, 1° is gebaseerd op een verslag waarvan het model door de administratie wordt verstrekt.

HOOFDSTUK 5. — *Beoordeling*

**Art. 12.** De beoordeling bedoeld in artikel 8, lid 1, van het decreet van 18 januari 2007 wordt uitgevoerd door het onderzoekscomité en heeft uitsluitend betrekking op het nastreven van de doelstellingen en het bereiken van de prestatie-indicatoren die in het doelstellingencontract zijn vastgelegd.

De beoordeling bedoeld in artikel 8, lid 2, van het decreet van 18 januari 2007 wordt verricht door een organisme dat niet behoort tot de diensten van de Waalse Regering.

De beoordeling heeft hoofdzakelijk betrekking op volgende punten:

- 1° de evolutie van de representativiteit van de leden van de cluster m.b.t. het overeenstemmende activiteitengebied, op schaal van het grondgebied van het Waalse Gewest;
- 2° de geschiktheid van de strategie van de cluster in relatie tot de concurrentiële en technologische context die zijn activiteitengebied kenmerkt;
- 3° de analyse van de interne en externe dynamiek van de cluster, gebaseerd op factoren zoals de wijze van bestuur, de mate van betrokkenheid van de leden, de animatiemethodes en het gebruik van instrumenten voor informatie-uitwisseling, samenwerking en kennisdeling met andere actoren in de economische omgeving;
- 4° de analyse van de verwezenlijkingen en resultaten van de cluster in het licht van de opdrachten bepaald door artikel 2 van het decreet van 18 januari 2007 en het doelstellingencontract dat door deze laatste werd opgesteld, met bijzondere aandacht voor de synergiën en partnerschapsprojecten die werden opgestart of voltooid, evenals het bereiken van prestatie-indicatoren;
- 5° het benadrukken van de vooruitzichten op het voortbestaan van de cluster, onder andere op basis van zijn vermogen tot zelffinanciering.
- 6° in voorkomend geval, elke bijkomende analyse met betrekking tot het activiteitengebied, met inbegrip van interacties met andere operatoren die actief zijn in het activiteitengebied.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

**Art. 13.** Het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2007 tot uitvoering van het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrjvennetwerken of clusters wordt opgeheven.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2024.

**Art. 15.** De Minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 mei 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/009297]

**1 FEBRUARI 2024.** — Ordonnantie betreffende het toeristische verblijf. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 2024, akte nr. 2024/001041, blz. 15158, Artikel 32 dient gelezen te worden: "ordonnantie van 1 februari 2024" in plaats van "ordonnantie van [...] 2023".

Artikel 35, 1°, dient gelezen te worden: "ordonnantie van 1 februari 2024" in plaats van "ordonnantie van [...]".

Artikelen 35, 1° en 2°, en 37 dient gelezen te worden: "ordonnantie van 1 februari 2024" in plaats van "ordonnantie van [...] 2023".

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/009297]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2024.** — Ordonnance relative à l'hébergement touristique. — Erratum

Dans le *Moniteur belge* du 7 février 2024, acte n° 2024/001041, page 15158, Article 32 lire : "ordonnance du 1<sup>er</sup> février 2024" au lieu de "ordonnance du [...] 2023".

Article 35, 1°, lire : "ordonnance du 1<sup>er</sup> février 2024" au lieu de "ordonnance du [...]".

Articles 35, 1° et 2°, et 37 lire : "ordonnance du 1<sup>er</sup> février 2024" au lieu de "ordonnance du [...] 2023".